



VERS UNE ÉCONOMIE HUMAINE. *Pensées critiques d'hier pour aujourd'hui :*

DESROCHE, LEBRET, LEFEBVRE, MOUNIER, PERROUX.

21 et 22 juin 2012

IMEC - Abbaye d'Ardenne
14280 Saint-Germain-la-Blanche-Herbe - Caen



APPEL À PROGRAMME DE RECHERCHE PLURIANNUEL

Au regard de l'*état critique* atteint par le capitalisme contemporain, les intellectuels et les experts sont nombreux à s'interroger sur les réponses possibles à apporter à une crise, qui remet, brutalement et profondément, l'Homme en question dans tous les aspects de sa vie.

Pour autant, une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire par des préjugés. Cela suppose, donc, d'échapper aux abstractions idéologiques, en général exagérément simplificatrices.

Or, la première grande crise du XXe siècle, la crise de 1929, qui, au-delà de sa dimension économique, constituait déjà un *malaise dans la civilisation* a ouvert le champ, notamment en France, à de nombreux groupes *non conformistes* à la recherche d'un autre modèle d'organisation sociale. Ainsi, l'esprit des années 30 façonne des mouvements de pensée et des formulations conceptuelles, qui resteront éminemment présents à l'issue de la guerre. Ce qui revient à dire qu'abandonner les idées toutes faites ne dispense pas d'un retour sur le passé ; puisque, comme a su nous le rappeler Paul RICOEUR : le passé n'est contemporain que si la mémoire reste méditante. Or, la diversité des pérégrinations des grands intellectuels de l'entre-deux guerres, et, la façon dont leur parcours ont été déterminés par les débats des années 30, restent stimulantes. Elles autorisent, aujourd'hui plus que jamais, des *opérations de pensée*.

Par conséquent, nous nous proposons de croiser les pensées, les démarches et les méthodes de plusieurs *non conformistes* français, en longue durée avec un regard sur le présent. Il s'agit d'introduire une réflexion multidisciplinaire « autour » de personnalités de la même génération, dont les pensées sont essentiellement *antitotalitaires*, intrinsèquement *politiques* et explicitement *économiques* : Henri DESROCHE (1914-1994), Louis-Joseph LEBRET (1897-1966), Henri LEFEBVRE (1901-1991), François PERROUX (1903-1987) et Emmanuel MOUNIER (1905-1950).

Explorer ces pensées exige de ne pas limiter la mémoire, par essence *rétrospective*, à un moment de passivité. En effet, l'oeuvre de ces intellectuels reste prometteuse. Et, avec la promesse, elle nous

permet de nous tourner vers le futur. Elle devient *prospective*. Or, *pouvoir promettre signifie pouvoir dire et pouvoir agir sur le monde* (RICOEUR), au carrefour de la mémoire, de l'analyse historique et de la prospection critique, depuis et au-delà de l'oeuvre et de la méthode de ces intellectuels, en mettant à profit ce que leurs réflexions ont en commun.

⊗ D'abord, une pensée essentiellement *antitotalitaire* car, comme l'écrit Emmanuel MOUNIER, *on ne totalise pas une société de personnes*. Et, chacun de ces penseurs définit, de prime abord, sa position analytique en réaction aux dérives politiques des années 30 : c'est « *Contre tous les fascismes* », d'Emmanuel MOUNIER, dans la revue *Esprit*, en 1937. Ou bien encore, parallèlement, les ouvrages respectifs de François PERROUX et Henri LEFEBVRE, « *Des mythes hitlériens à l'Europe allemande* », en 1935, et « *La conscience mystifiée* », en 1936.

Ces années décisives définissent, chez chacun d'eux, la conviction d'une efficacité historique de l'engagement : *ce qui n'agit pas, n'est pas*, écrit Emmanuel MOUNIER. C'est encore François PERROUX qui aspire à une production de l'Homme par l'Homme, ou encore la revendication d'un manifeste pour une civilisation solidaire (LEBRET), du refus raisonné de conditions de vie déraisonnables pour une économie de l'Homme complet (BATAILLE), de fonder l'humanisation de l'économie nationale (PERROUX) au moyen d'un effort humain pour humaniser l'humanité (MOUNIER). En bref, seul l'Homme, librement engagé dans les liens qu'il noue, définit une société généreuse. À la jonction de ces pensées vibre la question de l'humanisme.

⊗ Ensuite, une pensée intrinsèquement *politique* dont l'audience reste réduite dans les années 30, en dépit de leur volonté de briser le moule de la pensée politique traditionnelle. Or, l'inefficacité immédiate de leur action s'explique par leur refus commun de cristalliser leurs idées en une idéologie structurée et vulgarisée (Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE). Ils veulent échapper aux interprétations doctrinales, homogènes et cohérentes. Ils refusent, alors, une recherche « subalternée » à une militance idéologique, à une firme économique ou à un pouvoir administratif (DESROCHE). Et, aspirent à remplacer la philosophie dogmatique, le système et l'ontologie (LEFEBVRE), en s'efforçant d'échapper aux abstractions idéologiques, exagérément simplificatrices. De ce fait, ils développent des pensées éclectiques dans le souci, selon Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE, d'échapper à l'alternative *droite - gauche*, en politique, à l'arbitrage *individuel - collectif*, dans le domaine social, au face-à-face *capitalisme - communisme*, dans le domaine économique, et, à l'opposition *idéalisme - matérialisme* en philosophie. Cela contribue à donner le sentiment d'une pensée polymorphe, quand leur objectif reste la recherche de modèles provisoires, plus que des vérités acquises. Pour autant, une large part de leurs réflexions porte sur les institutions qui peuvent favoriser les liens spécifiques du politique (MOUNIER).

Par la même occasion, ils refusent le *fétichisme de la cohérence* et de l'efficacité. Tout leur est bon pour lutter contre l'ordre identitaire et l'homogénéité, ce qui rejoint leur posture antitotalitaire. L'homogénéité est répressive (George BATAILLE) ; et, les multiples *socio-logiques*, écrit Henri LEFEBVRE, empêchent la constitution d'un système clos. En effet, l'espace social reste, pour ces non conformistes, l'espace des *différences*, et par conséquent celui de l'imagination politique.

L'État, souvent au coeur de leurs réflexions, incarne chez eux l'identité finale, donc la logique. Là encore, le fétichisme de la cohérence dispense d'une réflexion sur le *respect dans l'affrontement*. Or, ces intellectuels estiment que la nation ne sera une création collective valable, que si elle reste fondée sur les antagonismes ordinaires de la vie communautaire, c'est-à-dire pluraliste et équilibrée. La France, écrit MOUNIER, ne se fera pas par l'extermination de l'une de ses classes. Ce qui les amènera à des réflexions critiques sur le structuralisme ; mais, également, à contruire une réflexion complexe sur l'aliénation, comme difficulté à réaliser les possibles.

Atténuer les contradictions au profit de la cohérence, écrit Henri LEFEBVRE, revient à accentuer la logique contre la dialectique. Bien qu'il y ait nécessité à organiser la collaboration des forces sociales.

Une collaboration qui reste par définition provisoire fondée sur des « armistices sociaux ». Une *concorde* fragile.

⊙ Enfin, une pensée explicitement *économique*, particulièrement après la Libération, période dominée par la rivalité entre deux systèmes : l'individualisme libéral et le marxisme dogmatique. Conflit idéologique constitutif d'une mystification, dans la mesure où les deux civilisations, comme le rappelle le Révérend Père LEBRET, n'en font qu'une : « *le pile et face de la même médaille matérialiste* ».

Si, pour chacun de ces auteurs, l'individualisme libéral apparaît pour ce qu'il est vraiment, c'est-à-dire le masque de l'instinct de puissance et de la loi du plus fort (PERROUX), il n'en demeure pas moins qu'ils savent dénoncer le fait que l'économisme et le productivisme dominant aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Après guerre, la croissance (économique) constitue l'objectif national et l'élément primordial de la cohérence et de la stabilité politiques. Elle produit un *développement enlisé* (DESROCHE). Enlisé par l'industrialisation, l'urbanisation, la concentration ou l'étatisation.

Pour autant, dans le cadre français, ils n'ont cessé de produire une ardente critique de la libre concurrence, qui amène une structure sociale contraire à la justice sociale (LEBRET), et de la figure utopique de l'ordre spontané. Qui plus est, le projet de croissance économique illimitée, qui supposait d'organiser la vie quotidienne, en agissant par le biais de la consommation, a légitimement interpellé ces intellectuels, dans la mesure où la consommation ne cesse de contenir la privation ; et, où la satisfaction comme l'écrit Henri LEFEBVRE, consiste en une saturation aussi prompte que possible des besoins, au travers d'une stratégie d'orientation des désirs. Amenant, dans les années 70, le diagnostic selon lequel, la crise est autre qu'économique lorsqu'elle met en cause la place de l'économique dans la société. Le développement suppose l'intégration, c'est-à-dire la mobilisation de la créativité individuelle, qui prend la forme d'une créativité technique pour permettre la *créativité sociale* (DESROCHE) ou la *création collective* (PERROUX). Et, sans renier les inévitables dimensions de la rivalité, ils revendiquent la permanence de la coopération et voient dans les systèmes de l'économie contemporaine le lieu de *lutttes-concours*, orchestrées par des *armistices sociaux* (PERROUX).

Dans ce domaine particulièrement, à chacune des étapes de construction de leur réflexion, la pensée de MARX agit comme un ferment. Le marxisme se présente comme un instrument d'analyse remarquable du désordre libéral (MOUNIER). Il inspire, chez eux, la perspective de dépasser deux antagonismes caractéristiques du capitalisme : l'antagonisme ville-campagne (LEFEBVRE, DESROCHE), et l'antagonisme agriculture-industrie (DESROCHE, LEBRET, PERROUX).

Cette dimension de leur oeuvre décline l'immense question du progrès, qu'ils définissent inévitablement comme une tâche collective : *nous créons. Nous créons ensemble* (PERROUX). C'est dans la définition du progrès qu'ils trouvent celle de l'économie. L'économie de tout l'Homme et de tous les hommes, c'est l'économie elle-même (PERROUX). « *Le développement authentique, comme nous le comprenons, ne peut être qu'intégral, aussi bien dans la perspective de chaque homme ayant à se dépasser, à quelque pays ou culture qu'il appartienne, que dans une perspective universelle* », écrit Louis-Joseph LEBRET.

Dans une logique d'émancipation, de désaliénation, leurs travaux élaborent des idées et concepts libérateurs des pouvoirs économiques, et dont LA finalité est de promouvoir les hommes. Dans cette optique, il n'y a pas de progrès économique séparé, sans quelque attention portée au progrès humain (PERROUX), c'est-à-dire la définition d'un bien commun (LEBRET), induisant une inévitable *rupture*. Cela amène les plus importantes réflexions sur les questions du développement et de l'éducation populaire ou de l'éducabilité.

Enfin, refusant le désenchantement wébérien, ils invitent à une recomposition du sacré. Cette position est immédiate chez les personalistes, qui fondent le primat de la personne humaine sur les nécessités matérielles et sur les appareils collectifs. Mais, elle est également revendiquée par LEFEBVRE. Pour lui, comme pour les personalistes, le capitalisme remet en cause le caractère social du sacré : il faut

réinventer par le sacré. Plus catégorique encore, Henri LEFEBVRE s'insurge. L'important, ici et maintenant, c'est la survie du sacré, alors que tout le condamnait à mourir. Provocateur, il va jusqu'à réclamer, contre les webériens et malgré les dogmatiques marxistes, un renouvellement complet de la recherche en sciences sociales, en partant d'une histoire des ordres religieux.

Plusieurs dizaines d'années plus tard, pouvons-nous encore identifier un *intérêt général* et un *bien public*, suscitant une *concorde*, et justifiant une *rupture* ?

En effet, l'offensive de la pensée d'ancien régime semble avoir mis fin au *dialogue sans terme des créateurs* (PERROUX), alors que nous voyons qu'avec l'état critique vient la difficulté de préserver, de maintenir et de stabiliser l'ordre social (LEFEBVRE).

Diagnostiquer supposerait que le *régime du savoir* dans les sciences humaines et sociales, et notamment en sciences économiques, c'est-à-dire la façon dont le savoir circule et fonctionne et ses rapports au pouvoir (Gilles DELEUZE), cesse d'interdire la créativité dans l'ordre de ce discours particulier. Ne pas renoncer à l'analyse critique, inventer des positions nouvelles, suppose de s'arracher à ce régime sans promesses et d'accueillir de nouveaux énoncés (PERROUX), seule garantie pour échapper au discrédit d'une discipline vassalisée par les pouvoirs. Leurs recherches sont des méthodologies d'intervention au service d'un changement social (Christophe VANDERNOTTE). Des recherches qui acceptent de se définir comme recherche d'explication, d'application et d'implication (DESROCHE).

Bien que leurs oeuvres et leur rayonnement soient d'une portée universelle, ces intellectuels, en leur temps et de nos jours, étaient, eux-mêmes, relégués aux périphéries du discours académique. Pour autant, ils ont défini une utopie combattante (Bernard COMTE), une utopie réaliste, allant jusqu'à revendiquer un mouvement scientifique pour accréditer l'utopie (DESROCHE). Ils ne s'encombraient pas d'illusions supérieures ou de fatalisme, et ils ne rêvaient pas devant l'impossible (PERROUX). Pour autant, ils revendiquaient d'amener les virtualités (favorables) à se réaliser (LEFEBVRE).

Ils ont pris comme projet essentiel de changer la vie, en définissant des concepts qui proviennent de la pratique et qui y reviennent. En considérant que ni la conscience individuelle, ni la conscience collective ne pouvaient passer pour critère de vérité (LEFEBVRE). Ils ont eu le plus ambitieux des projets : changer la vie, avec la plus humble des approches, connaître les problèmes des gens au moyen d'une pensée inachevée. Ils ont accepté l'inachèvement (Georges LAPASSADE).

L'objectif de notre projet est de mettre en oeuvre un programme de recherche interdisciplinaire et pluri-annuel, dans le domaine des Sciences humaines et sociales, au carrefour, entre autres, de ces oeuvres et, sans doute, en élargissant à d'autres auteurs.

